

Le syndicat CGT de la SEPR appelait à un nouveau débrayage

## SEPR: la colère grandit parmi le personnel

**Ce 13 juillet, le syndicat CGT de la SEPR appelait à un nouveau débrayage pour dénoncer, à la fois la dégradation du climat social dans l'entreprise, ainsi que la volonté de la direction de vouloir délocaliser une partie de la production. ( voir le reportage du 15 juin sur [cgt84.com](http://cgt84.com))**

Comme des millions de salariés du secteur industriel, les salariés de la SEPR sont victimes d'une course à la rentabilité sans précédent. Sous couvert de toujours mieux rémunérer les actionnaires, les directions n'ont de cesse de vouloir abaisser le coût du travail.

Comme le faisait remarquer Georges CANIFFI, Secrétaire Général du syndicat :

« *Ou ils font appel aux intérimaires, au détriment des qualifications et des savoirs faire, ou ils délocalisent vers des pays au coût du travail inférieur, et tant pis pour les conditions de travail de ces salariés ...* ».

C'est clair, pour que les actionnaires des entreprises industrielles aient un taux de profit à deux chiffres (le premier n'étant pas forcément un 1), pour que leurs investissements atteignent une rentabilité maximale, il faut casser de l'emploi, toujours abaisser le coût de travail, et tant pis pour ceux qui n'ont que ça pour vivre, tant pis pour la population du bassin d'emploi concerné, tant pis pour les emplois induits qui proviennent directement de l'activité d'un gros site industriel comme la SEPR au Pontet.

**Mais, Le Pontet, où est-ce sur la carte de France ou du Monde pour un actionnaire de St Gobain ?**

Ce n'est pas pour rien, si la colère grandit parmi le personnel.

« *Sur le site du Pontet, la Direction mène une gestion catastrophique. Nous assistons plutôt à une désorganisation qui nous amène à constater le manque de plus en plus criant de personnel et de matériel.*

*Les incidents se répètent et nous craignons qu'un gros pépin finisse par arriver. »*

*Beaucoup d'ouvriers et de personnel*

*d'encadrement font savoir qu'il n'est plus normal de ne pas avoir les moyens pour assurer la production et l'entretien, etc...*



***Avec ce système et avec les objectifs fixés par nos patrons, les tensions restent très fortes.***



***C'est toujours avec moins de salariés qu'il faut en faire plus et un jour ça craque. »***

*Avec ce système et avec les objectifs fixés par nos patrons, les tensions restent très fortes. C'est toujours avec moins de salariés qu'il faut en faire plus et un jour ça craque. »*

Georges CANIFFI faisait notamment allusion au climat de peur que veut instaurer la direction au sein des ateliers. (Voir encadré)

Comme dans de nombreuses entreprises, la direction de la SEPR tente d'installer un management par la peur pour museler toutes volontés revendicatives. Mais, c'est sans compter sur le syndicat CGT de la



### **Au cours de la Conférence de Presse, Georges Caniffi dénonçait les pratiques de la direction.**

*La tension en est arrivée à un tel niveau que le mois dernier, un de nos camarades, avait signalé dans son service qu'il y avait un problème de sécurité.*

*Non seulement ses remarques n'ont pas été prises en compte, mais cela a conduit un chef d'atelier à le prendre en grippe.*

*De là, un échange un peu vif, et notre camarade a eu un geste en direction du chef en question. De là est partie une sanction, mise à pied immédiate contre Olivier.*

*Quelques semaines après et sans attendre les conclusions de l'enquête du CHSCT, la Direction le licenciait pour faute grave.*

*C'est un vrai scandale.*

*D'autant qu'une enquête de la CRAM réalisée en 2008 à la demande de la CGT montrait que ce chef de service était à l'origine de problème relationnel avec les salariés.*

*Notre camarade Olivier DONADIO est licencié parce qu'il ne se laissait pas faire, parce qu'il faisait remonter les problèmes de dysfonctionnement et de sécurité.*

*De cela, la Direction n'en veut plus. C'est la raison pour laquelle nous sommes aussi en grève aujourd'hui.*

*Bien évidemment nous allons donner les suites juridiques à cette affaire et nous demanderons la réintégration de notre camarade injustement sanctionné.*

SEPR, de l'Union Locale CGT de Sorgues et de notre Union départementale, qui sauront prendre toutes leurs responsabilités pour que les productions restent au Pontet, que l'outil de travail continue à se développer et que les salariés puissent enfin bénéficier d'un meilleur partage des richesses qu'ils créent par leur travail, leurs qualifications leurs savoirs faire. Ces questions seront d'ailleurs abordées dès le 7 septembre dans une réunion organisée avec la Fédération CGT de la Chimie, l'UD, l'UL de Sorgues et le syndicat CGT de la SEPR.

D'autant que La Commission Exécutive de l'UD du 5 juillet a décidé à l'unanimité d'organiser une initiative départementale pour la défense et la revalorisation de l'emploi industriel au cours du dernier trimestre.

Cette initiative, comme d'autres qui sont également annoncées, doit également permettre de prendre notre place dans le débat sur l'échéance électorale de 2012. Par nos actions d'une part, mais aussi, en portant un œil très attentif sur les propositions des différents candidats au regard de nos repères revendicatifs, plaçant, de fait, les hommes et les femmes politiques locaux et nationaux face à leurs responsabilités.



**Retrouvez toutes les infos sociales sur [www.cgt84.com](http://www.cgt84.com)**